

Armées des frontières, frontières des armées.

Anouck Gabriela Corte Real Pinto (Doctorante Science po, CEE)
Sümbül Kaya (Doctorante Paris 1, CRPS-CESSP)

Les deux processus mondiaux de libéralisation et de sécurisation amorcés dans la décennie 1980 ont constitué deux nouvelles “contraintes” pesant sur l’institution militaire, susceptibles de modifier sa mission ainsi que sa position au sein de la société. Certains en ont déduit la fin de la vocation militaire, la banalisation des affaires militaires, voire la réduction de l’influence militaire¹. Or trente ans plus tard, malgré la fin de la guerre froide et en dépit d’un accroissement de la circulation des capitaux, des biens, des hommes, et des idées à travers le monde, le constat s’avère beaucoup plus nuancé. Contrairement aux prévisions, on a pu observer depuis la chute du Mur, non seulement le maintien de la conscription dans certains pays² mais aussi une hausse mondiale des dépenses militaires³, une omniprésence de l’idéologie sécuritaire et une multiplication de ses relais, une indistinction croissante des tâches et des méthodes entre l’armée, la police, les services de renseignements et les sociétés privées de sécurité conduisant à un rapprochement des pratiques sécuritaires, une indétermination croissante entre économie et technologie civiles et militaires, mais aussi l’apparition de guerres virtuelles asymétriques⁴. Il semble donc qu’on assiste, parallèlement à ce double processus de libéralisation et de sécurisation, à la multiplication des points d’insertion militaires au sein de la société. Autrement dit le pouvoir militaire semble s’être « capillarisé » au sein de la société. Ses frontières légales ou cognitives, supposées séparer temps de paix ou de guerre, régimes démocratiques et régimes autoritaires⁵,

¹ Lire l’article sur la banalisation du métier de soldat par le sociologue américain Moskos, Charles, Jr. 1986. “Institutional/Occupational Trends in Armed Forces: An Update.” *Armed Forces & Society*, vol. 12, pp. 377-382.

² Comme en Norvège, Suisse, Allemagne, Finlande, Autriche, Afghanistan, Algérie, Israël, Turquie...

³ Pour les chiffres voir <http://www.sipri.org>

⁴ Ainsi les sites gouvernementaux estoniens furent victimes d’une cyber attaque fin avril 2007; lire à ce sujet l’article « De gros budgets pour de virtuelles guerres », *Le Monde*, 20/03/08.

⁵ Voir l’article d’Elizabeth Picard examinant la dimension sécuritaire de l’autoritarisme et « de la place que tiennent en son sein les forces armées » lorsque qu’elle souligne la « difficulté croissante à repérer la frontière entre régime démocratique et régime autoritaire dans l’exercice de la violence » même si l’intensité est différente. L’auteure souligne par ailleurs que la « la mutation radicale du contexte mondial depuis 1990 » imprime « sa marque sur l’exercice de la force par les militaires et sur les relations civils-militaires » et « brouille la frontière entre espace domestique et espace étranger, entre défense nationale et lutte contre des ennemis extérieurs ou transnationaux » et enfin affaiblit « la distinction entre secteur privé et secteur public » et « entre militaire et civil ». PICARD, Elizabeth, « Armée et sécurité au cœur de l’autoritarisme », in O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p.303-306.

sphères civiles et militaires, publiques et privées, le formel et l'informel, les menaces internes et externes, l'ordre public et la défense nationale, la violence symbolique et physique, le pouvoir coercitif et la légitimité se révèlent donc poreuses, esquissant certaines caractéristiques de la guerre totale⁶. A tel point que la notion même de frontière du pouvoir militaire semble perdre aujourd'hui sa valeur heuristique pour comprendre la reconfiguration actuelle des relations entre l'armée, ses membres et le reste de la société.

Or en France, l'essentiel des travaux sociologiques portant sur l'objet militaire sont restés longtemps enclavés, dépréciés et délaissés par les recherches en sciences sociales⁷, pour des raisons sociohistoriques mais aussi méthodologiques liées par exemple à la culture du secret qui l'entoure, et à la difficulté d'accès à la « grande muette » comme on qualifie parfois en France l'armée. L'étude de l'objet militaire fut par la suite réactivée « sous l'impulsion et sur l'incitation des Etats »⁸ par le biais de centres de recherches appartenant à la défense, et par de nombreux rapports émanant essentiellement d'officiers. Cet isolement institutionnel et scientifique de la sociologie militaire, l'extrême spécialisation de ce sujet ainsi que son développement instrumental expliquent en partie le faible renouvellement théorique, la prégnance encore de nos jours de théories américaines issues de la guerre froide⁹, ainsi que le faible recours aux concepts et travaux issus de la sociologie classique « civile »¹⁰. Dans ce contexte, la

⁶ D'après le premier théoricien du concept de guerre totale, “ ce n'est pas l'Etat qui combat dans la guerre totale, c'est la communauté populaire. Chaque individu doit, sur le front ou dans le pays, sacrifier l'ensemble de ses forces”, LUDENDORF, Erich, *La guerre totale*, Flammarion, Paris, 1936, p. 59; Quelques décennies plus tard Martin Shaw qualifiera le concept de “Total war, is not a single mode of war, but a developing relationship between war and society. It more and more completely incorporates the whole social life;” SHAW, Martin, *Dialectics of War, An essay in the social theory of total war and peace*, Pluto Press, Londres, DATE p.38; lire également l'ouvrage collectif de GERE, François, WIDEMANN, Thierry (dir), *La guerre totale*, Economica, Paris, 2001. Dans un certain sens cette guerre totale imaginaire rejoint la guerre primitive de Hobbes décrite par Michel Foucault où “ on est sur un rapport de peur qui est un rapport temporellement indéfini; on n'est pas réellement dans la guerre”, FOUCAULT, Michel, *Il faut défendre la société*, Seuil, Paris, 1976, p. 80

⁷ A noter cependant que les pères fondateurs français de la sociologie Durkheim et Tocqueville s'étaient déjà intéressés à ce sujet dans leurs écrits respectifs de 1902 et 1832, lesquels ne furent toutefois pas poursuivis en France.

⁸ LECOMTE, Jean-Philippe, Pierre, FAVRE (dir), *Représentations et réalités sociales du service militaire dans la société française (1868-2001)*, Thèse de doctorat de Sciences Politiques, IEP Paris, 12/12/01, p. 15-16.

⁹ Les principaux penseurs de la guerre froide sur ce sujet sont JANOWITZ Morris, *The professional soldier, a social and political portrait*, Glencoe (Ill), The Free Press, 1960 ; HUNTINGTON, Samuel, *The soldier and the State : the theory and Politics of Civil Military Relations*. Harvard University Press, Cambridge, MA, 1957; MOSKOS, Charles, *The Military: more than just a job ?* Pergamon Brasseys International Defense Publishers, Mc Leans, VA, 1988 ; Moskos, Charles, Jr. 1977. “From Institutions to Occupation: Trends in Military Organization” *Armed Forces & Society*, vol. 4: pp. 41-50.

¹⁰ Notons toutefois qu'il existe en France des initiatives et des recherches qui permettent un renouvellement de la sociologie militaire à travers l'introduction de concepts non militaires empruntés à

première difficulté consiste à ne pas adopter la démarche d'une majorité des recherches, marquées par des approches institutionnalistes, tributaires et relais d'une séparation et incompatibilité présupposées entre sphères militaire et civile, pour mieux éviter l'« effet de théorie »¹¹, qui arase symboliquement la complexité croissante du pouvoir militaire ainsi que son enchevêtrement dans la société. La seconde difficulté majeure portant sur l'étude du pouvoir militaire provient de son ambivalence et de la forte politisation de son analyse. Le processus de militarisation de la société, ou à l'inverse, celui de « civilianisation » de l'armée, fustigés respectivement par des courants de pensée opposés, sont traités séparément par un grand nombre de chercheurs¹². Dans les faits pourtant, ces deux mouvements interagissent, se superposent et ne peuvent être appréhendés sans tenir compte du processus inverse. Comment peut-on alors, dans ces conditions théoriques et méthodologiques, étudier les pratiques et significations des reconfigurations néolibérales du pouvoir militaire? Quels outils, quelles méthodologies adopter pour analyser la complexité croissante des *modes de gouvernement* militaire au sein de la société ?

Notre hypothèse de recherche postule que le double processus de libéralisation et de sécurisation s'avère ambivalent pour le secteur militaire puisqu'il conduit d'une part

la sociologie classique. Les sections thématiques de l'Association Française de Sociologie (AFS) RT8 "Sociologie du militaire : sécurité, armées et société" et de l' Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) GT05 "forces armées et sociétés" apportent un regard neuf sur les pratiques militaires à travers des approches pluridisciplinaires et comparatistes. Pour un récapitulatif de analytique de cette littérature au sein des démocraties lire JOANA, Jean et SMYRL, Marc, « Civils et militaires en démocratie », *Revue internationale de politique comparée* 1/2008 (Volume 15), p.7-13. URL: www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2008-1-page-7.htm.

C'est également ce que cherche à faire un atelier fermé organisé les 7 et 8 juin 2004 au CERI qui avait pour but d'étudier le rôle extra-militaire des forces armées dans différents pays du Moyen-Orient en se centrant sur les « pratiques informelles » des armées. De la même façon pour les sociétés post soviétiques, des travaux comparatifs émergent sur la reconfiguration des relations civilo-militaires, notamment portés par la revue électronique : <http://pipss.revues.org>. Dans un contexte plus international, la revue *Armed Forces and Societies* constitue l'une des sources principales de renouvellement théorique portant sur le pouvoir militaire.

¹¹ Effet de théorie « qui peut être exercé, dans la réalité même, par des agents et des organisations capables d'imposer un principe de di- vision, ou, si l'on veut, de produire ou de renforcer symboliquement la propension systématique à privilégier certains aspects du réel et à en ignorer d'autres » BOURDIEU, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, 2001, p. 197.

¹² Pour une définition du processus unidirectionnel de militarisation lire : SHAW, Martin, *Dialectics of War, an essay in the social theory of total war and peace*, Londres, Pluto Press, 1987, p. 14. MANN, Michael, *State, War and Capitalism*, Blackwell, Oxford, 1988, p. 124. ALTINAY, Ayşe Gül, *The Myth Of The Military-Nation; The Making Of Israeli Militarism*, Palgrave Macmillan, 2004. p.7. Voir aussi : U. Ben-Eliezer, « L'armée, la société et la nation-en-armes », *les Cahiers de l'orient*, 1999, vol. 54, p. 16. Cette nécessité d'analyser simultanément des processus inverses tels que la militarisation et civilianisation reprend la conclusion de Jurgen Habermas sur l'indissociation des processus de "sociétisation" de l'Etat et d'étatisation de la société dans HABERMAS, Jurgen, *The structural Transformation of the Public Sphere: An inquiry into a category of Bourgeois Society*, Cambridge, MA, MIT Press, 1989, p. 142.

à une réduction du pouvoir institutionnel, bureaucratique, direct militaire, mais offre également des opportunités de reconfiguration du pouvoir militaire au sein de la société, plus indirecte, privée et informelle. De telle sorte que l'armée, en tant qu'institution objectivée aux limites légales prédéfinies, et son pouvoir coercitif, ne s'avèrent être que la partie émergée du pouvoir militaire, dont le versant rhizomatique ne cesse de croître au sein de la société sous l'effet de la double transformation sécuritaire et libérale¹³. Il s'agira donc pour nous de révéler les modalités et significations de cette extension « discrète » du secteur militaire et ses rapports avec les autres secteurs du monde social. L'étude des « transactions collusives¹⁴ » entre le secteur militaire et d'autres secteurs en recomposition nous permettra d'observer la pénétration des références, des méthodes et des pratiques sécuritaires ainsi que les processus de réappropriation par les acteurs. Une attention particulière devra être portée aux transferts de cet éthos sécuritaire dans différents secteurs de la société ainsi qu'aux significations et pratiques de transgressions de frontières, déplacements des limites et des marges de manœuvre de chacun.

Pour étayer cette hypothèse, en évitant autant que possible les écueils théoriques évoqués auparavant, nous proposons d'opter pour une méthodologie ouverte, pluridisciplinaire, inspirée par la sociologie historique de l'Etat. Elle repose ainsi sur le refus des a priori, des dichotomies préconçues séparant notamment les sphères civile et militaire, publique et privée, politique et économique, le coercitif et le non coercitif, entre autres. Elle repose sur une réintégration des trajectoires nationales, une prise en compte de l'inachevé, de l'hétérogénéité des logiques en jeu, de l'ambivalence des processus ainsi que leurs interactions¹⁵; pratique, elle tente de substituer les approches normatives, institutionnalistes par l'analyse des usages et des processus de réappropriation du pouvoir militaire par différents acteurs issus de l'armée ou non ;

¹³ En reprenant la métaphore filée établie par Jean-François Bayart pour décrire la sociologie de l'Etat postcolonial, l'armée serait « une multiplicité protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient des points épars de la société. Sa compréhension exige que l'on dépasse l'examen de ses parties aériennes- les bourgeons institutionnels- pour celui des racines adventives, pour l'analyse des bulbes et des tubercules dont il se nourrit en secret et dont il extrait sa vivacité », Jean-François, BAYART, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Librairie Fayard, coll. L'espace du politique, 1989, p.272.

¹⁴ Selon Michel Dobry, « les transactions collusives doivent s'analyser dans ces cas comme de puissantes formes intersectorielles de domination [...] ce qui est en jeu dans les transactions collusives ce sont, en fait, le maintien et la solidité des définitions que les secteurs tendent à donner d'eux mêmes, tant vis-à-vis de leurs environnements que de leurs propres agents ». Michel, DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 3ème édition, 2009, p.112-114.

¹⁵ La complexité entendue dans le sens d'Edgar Morin comme « l'union des processus de simplification qui sont sélection, hiérarchisation, séparation, réduction, avec les autres contre-processus qui sont la communication, que sont l'articulation de ce qui est dissocié et distingué; et c'est échapper à l'alternative entre la pensée réductrice qui ne renvoie que les éléments et la pensée globaliste qui ne voit que le tout » dans MORIN, Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Points, Paris, 2005.

dynamique, elle tente de mettre en évidence les procédés de circulation du pouvoir militaire en accordant une attention particulière aux reconversions, aux négociations et aux transmutations des ressources politiques, économiques et sociales de l'armée et de ses membres ainsi qu'à leur réversibilité. Ainsi, contrairement à la posture traditionnelle de la sociologie militaire, le centre de gravité de nos recherches portant sur le pouvoir militaire ne se trouve donc pas au sein de l'armée mais bien à son interface avec le reste de la société, ceci afin de mieux y déceler les positions de chevauchement, les interactions avec d'autres acteurs, ainsi que les nouveaux points d'insertion du pouvoir militaire au sein de la société et réciproquement.

Afin d'étayer notre hypothèse nous souhaitons analyser les liens entre cette reconfiguration militaire et la formation d'un « savoir-pouvoir sécuritaire »¹⁶ post guerre froide. Nous entendons par « savoir-pouvoir sécuritaire », un ensemble de pratiques ou de dispositifs sécuritaires inséparable du savoir qui accompagne ces pratiques. Car la sécurisation par l'inquiétude, « cette technologie politique de gouvernement qui focalise les peurs sur un adversaire toujours évanescant et insaisissable », et qui « renforce la légitimité d'une surveillance permanente » sur l'ensemble des activités humaines, semble remettre en cause le rôle du pouvoir militaire, voire l'idée même de frontières¹⁷. Il en est de même pour le processus de libéralisation qui semble avoir des effets similaires sur le pouvoir militaire. En accentuant la porosité des frontières publiques/privées, économiques/politiques, formel/informel, la libéralisation favorise l'interpénétration civile et militaire. Plus que des processus partageant certains effets, la sécurisation et la libéralisation peuvent se renforcer mutuellement. Ainsi la circulation croissante d'acteurs, d'idées, de logiques, de capitaux autrefois cloisonnés, qui découle de la « Grande transformation¹⁸ » alimente l'incertitude et l'instabilité, l'omniprésence de risques et menaces invisibles, anonymes¹⁹. Or, à leur tour, ces dernières alimentent les demandes de protection et

¹⁶ Nous entendons par « savoir-pouvoir sécuritaire », un ensemble de pratiques ou de dispositifs sécuritaires inséparable du savoir qui accompagne ces pratiques. Voir aussi Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, 31-32, printemps-été 1998, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : <http://conflits.revues.org/index545.html>.

¹⁷ Les expressions de cette phrase sont tirées de l'article de Didier Bigo, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Cultures & Conflits*, 31-32, printemps-été 1998, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : <http://conflits.revues.org/index539.html>. Consulté le 14 avril 2011.

¹⁸ POLANYI, Karl, *la Grande transformation*, Gallimard, Paris, 1983.

¹⁹ En cela nous reprenons une lecture foucauldienne du libéralisme, « Enfin de partout vous voyez cette stimulation de la crainte du danger qui est en quelque sorte la condition, le corrélatif psychologique et interne du libéralisme. Pas de libéralisme sans culture du danger » dans FOUCAULT, Michel, *Naissance de la biopolitique*, Seuil, Paris, 2004, p.68.

sécurité susceptibles de démultiplier les techniques et intermédiaires privés pour sécuriser de nouveaux espaces, jusqu'à former un cercle libéralo-sécuritaire centrifuge qui touche et englobe progressivement l'ensemble de la société et notamment le pouvoir militaire. Suivant notre interrogation initiale, il s'agit donc de comprendre quels sont les rôles joués par l'armée et ses membres dans la formation de ce complexe libéralo-sécuritaire. Quelles sont les conséquences sur ses principes de légitimation ? Située au carrefour entre le processus de libéralisation et de sécurisation, la privatisation de la sécurité illustre particulièrement notre propos, étant donné ses effets ambivalents sur les usages, l'expertise et les rapports de l'armée avec d'autres acteurs publics ou privés, ainsi que sur son pouvoir symbolique. « Victime et/ou complice », le pouvoir militaire peut subir, bénéficier mais aussi participer à ce mouvement de privatisation susceptible d'offrir de nouvelles modalités d'intervention plus indirectes ou moins institutionnelles, qu'il s'agisse de pratiques de sous-traitance de la guerre, comme on a pu l'observer en Irak, ou encore de décharge²⁰. Plus généralement, il s'agira donc pour nous de comprendre dans quelle mesure l'ouverture de la surveillance et de la violence légitime à de nouveaux acteurs, sur de nouveaux terrains, modifie le pouvoir militaire. La fin du monopole de la violence légitime et la multiplication des chevauchements entre les différents acteurs marquent-elles dès lors une détérioration de la légitimité du pouvoir militaire ou bien plutôt une pluralisation ou un rapprochement des référents, des sources de légitimation et modes de régulation militaires²¹ ?

L'étude de la reconfiguration actuelle du pouvoir militaire sera basée sur des pratiques concrètes et techniques de réappropriation de cette double logique libéralo-sécuritaire par l'armée et ses membres ainsi que par le reste de la société²². Sans tomber dans une interprétation fonctionnaliste, nous tenterons de déterminer dans quelle mesure cette transformation libéralo-sécuritaire favorise une extension « discrète », soit irrégulière et invisible mais réversible, du pouvoir militaire dans la

²⁰ SINGER, PW, *The rise of the privatized military industry*, Cornell studies, New York, 2003 ; sur la polysémie du processus de privatisation et son articulation avec la décharge weberienne lire l'ouvrage collectif de HIBOU, Béatrice (dir), *Privatizing the State*, Hurst, Londres, 2004, pp18-46 ; LEANDER, Anna, "The Destabilizing Consequences of Private Military Companies", *Journal of Peace Research*, Vol. 42, No. 5, 2005, p.617.

²¹ Sur l'ambivalence de la privatisation lire l'introduction de Béatrice hibou dans l'ouvrage collectif effectué sous sa direction, HIBOU, Béatrice, *Privatizing the State*, Hurst, Londres, 1999, pp. VII-XX.

²² Arts de faire avec, décrits par Michel de Certeau « S'il est vrai que partout s'étend et se précise le quadrillage de la « surveillance », il est d'autant plus urgent de déceler comment une société entière ne s'y réduit pas ; quelles procédures populaires (elles aussi minuscules » et quotidiennes) jouent avec les mécanismes de la discipline et ne s'y conforment que pour les tourner » dans de CERTEAU, Michel, *L'invention du quotidien*, T.1, Gallimard, Paris, 1990, p. XXXIX-XXXX

société, à travers une multiplication et une hétérogénéisation des relais indirects militaires au sein de la société. Suivant cet objectif, nous porterons particulièrement attention aux points d'articulation de l'armée avec le reste de la société, notamment à travers leurs interdépendances économiques croissantes, ainsi que les trajectoires individuelles, les reconversions d'officiers et de conscrits, qui constituent autant de « mécanismes privés » élargissant le pouvoir militaire au delà des casernes, mais également susceptibles de le restreindre. Nous tenterons ainsi de mettre en évidence l'enchevêtrement et la circulation croissante d'idées, d'intérêts, d'acteurs et de pratiques hétérogènes liées à l'idéologie militaro-sécuritaire. Par la même nous souhaitons démontrer en quoi les processus de sécurisation et de libéralisation, loin de condamner ou de limiter le pouvoir militaire, lui laisse une large marge de manœuvre, où se démultiplient les modes de légitimation et de gouvernement privés, indirects, non institutionnels, non directement coercitifs, que nous désignons, en nous inspirant du rapport final d'un atelier fermé du CERI (7 et 8 juin 2004) consacré au pouvoir extramilitaire.